



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES












ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Dispositifs médicaux non stériles tensiométrie,
radiothérapie, thanatopraxie, podologie au profit du
groupement régional de commandes GCS Nouvelle
Aquitaine**

N° du CCAP : 25UDMFDA353

Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux
12 Rue Dubernat
33404 Talence CEDEX
Tél : 05 56 79 56 79

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Dispositifs médicaux non stériles tensiométrie, radiothérapie, thanatopraxie, podologie au profit du groupement régional de commandes GCS Nouvelle Aquitaine
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	11
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot
	Reconduction	Sans
	Prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Préambule	4
2 - Dispositions générales du contrat	4
2.1 - Objet du contrat	4
2.2 - Décomposition du contrat	5
2.3 - Type d'accord-cadre	5
2.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	5
3 - Pièces contractuelles	6
4 - Confidentialité	7
5 - Durée et délais d'exécution	7
5.1 - Durée du contrat	7
5.2 - Délais d'exécution	7
6 - Prix	7
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	7
6.2 - Modalités de variation des prix	7
7 - Garanties Financières	9
8 - Avance	9
8.1 - Conditions de versement et de remboursement	9
8.2 - Garanties financières de l'avance	10
9 - Modalités de règlement des comptes	10
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	10
9.2 - Présentation des demandes de paiement	10
9.3 - Délai global de paiement	10
9.4 - Paiement des cotraitants	11
10 - Conditions d'exécution des prestations	11
11 - Développement durable	12
12 - Constatation de l'exécution des prestations	12
12.1 - Vérifications	12
12.2 - Décision après vérification	13
13 - Garantie des prestations	14
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	15
15 - Pénalités	15
15.1 - Pénalités de retard	15
15.2 - Autres pénalités spécifiques	16
16 - Assurances	16
17 - Résiliation du contrat	16
17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	16
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	17
18 - Règlement des litiges et langues	17
19 - Clauses complémentaires	18
20 - Dérogations	21

1 - Préambule

Type de pouvoir adjudicateur

En vertu de sa convention constitutive, l'assemblée générale du GCS Achats NA peut donner mandat à l'un de ses membres pour coordonner des groupements de commande.

Le présent accord-cadre est coordonné par le Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux.

Le CHU de Bordeaux ci-après « l'établissement coordonnateur » est pouvoir adjudicateur du présent accord-cadre et coordonne le groupement de commande constitué des membres listés en annexe 1 du CCAP.

La centrale d'achat est membre de ce groupement de commande.

Les établissements bénéficiaires du présent marché sont pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre au sens où ils émettent leurs bons de commande directement auprès des titulaires du marché, et sont responsables de l'exécution des prestations objet du marché à l'égard des titulaires retenus.

Membres de la Centrale d'Achat

La centrale d'achat GCS NA est membre du groupement de commandes. A ce titre, les adhérents de la centrale d'achat, s'ils ne sont pas déjà identifiés comme membre du groupement de commandes dans l'annexe 1 du présent CCAP, sont bénéficiaires potentiels du marché, sous réserve qu'ils en expriment la volonté et qu'une convention de mise à disposition soit signée entre la centrale d'achat et ses adhérents.

Chaque lot est susceptible d'être mis à disposition des adhérents de la centrale d'achat dans la limite du volume maximum indiqué pour chaque lot.

La liste de ces adhérents est susceptible d'évoluer en cours d'exécution de l'accord-cadre. Les nouveaux adhérents pourront bénéficier du marché dans les limites suivantes :

- Le volume maximum de chaque lot devra être respecté ;
- Les nouveaux adhérents seront des établissements de santé publics, privés, médico-sociaux ou concourant à l'activité du GCS NA, conformément à la convention constitutive du GCS NA;

L'ouverture aux membres de la centrale d'achat sera évoquée par la GCS NA avec le titulaire du marché et selon les reporting de commandes portées à la connaissance du GCS NA par le titulaire du marché.

Les prix du marché ne pourront pas être modifiés par le titulaire dès lors que les conditions d'exécution des prestations ne sont pas modifiées par l'ouverture du bénéfice de l'accord-cadre aux établissements listés en annexe 1 au présent CCAP.

Pour chaque lot, les quantités maximums de la Centrale d'Achat du CGS NA représente 10 % du total des quantités maximums de l'ensemble des établissements du groupement de commande pour la durée totale du marché.

2 - Dispositions générales du contrat

2.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Dispositifs médicaux non stériles tensiométrie, radiothérapie, thanatopraxie, podologie au profit du groupement régional de commandes GCS Nouvelle Aquitaine

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Les établissements supports et parties sont listés en annexe 1 du CCAP

L'accord-cadre s'exécute dans le cadre d'un groupement de commandes conformément aux articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique avec les établissements suivants :

CHU Bordeaux établissement support du GHT Alliance de Gironde auquel sont rattachés les établissements parties suivants : CH Charles Perrens, Pole de santé Arcachon, CH Bazas, CH Blaye, CH Cadillac, CH La Réole/Langon, CH Libourne, CH Sainte Foix La Grande, CSMR de Podensac,

CH Pau établissement support du GHT Bearn Soule auquel sont rattachés les établissements parties suivants : HL Mauléon, CH Oloron Sainte Marie, CH Orthez, CLS Pontacq-Nay, CH des Pyrénées

CH Périgueux établissement support du GHT Dordogne auquel sont rattachés les établissements parties suivants : CH Bergerac, EHPAD Bergerac, CH de Domme, CH Excideuil en Périgord, CH Lanmarye, CH Montpon-Menestrol, CH Nontron, HL EHPAD Saint Astier, CH Sarlat

CH Mont de Marsan établissement support du GHT Landes auquel sont rattachés les établissements parties suivants : CH Saint Sever, CH Dax, Pôle Gériatrique Morcenx

CH Agen/Nérac établissement support du GHT Moyenne Garonne auquel sont rattachés les établissements parties suivants : CHD La Candélie, HL Casteljalous, CH Fumel, CH Marmande/Tonneins, CH Villeneuve sur Lot, HL EHPAD Penne d'Agenais

CH Bayonne établissement support du GHT Navarre Côte Basque auquel sont rattachés les établissements parties suivants : CH Saint PALAIS, EPS de GARAZI

CHU de Limoges établissement support du GHT Limousin auquel sont rattachés les établissements parties suivants : C. H. Aubusson, CH Brive, CH Tulle, CH Bort les Orgues, CH Uzerche, CH Esquirol, CH de Haute Corrèze, CH Guéret, CH Saint Junien, CH Bernard Desplas - Bourgañeuf, CH Eugène Jamot-la Souterraine, CH Jacques Boutard-Saint Yrieix, CH La Valette-Saint Vaur, CH les Genêts d'Or - Evaux les Bains, CH Monts et Barrages - Saint Leonard de Noblat, CHG Cornil Jean Marie Dautier , H.I.H.L. BELLAC, LE DORAT, MAGNAC.

Le coordonnateur du groupement de commandes est : Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux M LE DIRECTEUR (Etablissement Support du GHT Alliance Gironde). Il a en charge la passation, la signature et la notification de l'accord-cadre. Chaque membre (Etablissements Support et Partie) doit suivre l'exécution de l'accord-cadre.

2.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 11 lot(s) décrits à l'acte d'engagement.

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique à l'exception des lots 1, 2, 9, 10, et 11 qui sont multi attributaires.

2.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu avec un maximum en quantité pour l'ensemble des lots, à l'exception des lots 1, 2, 9, 10 et 11 qui comportent un minimum et un maximum en quantité, mentionnés à l'annexe 2 du CCAP.

Il est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

2.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur de chaque Etablissement.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le montant du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;

- les lieux de livraison des prestations ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur de chaque Etablissement pourront être honorés par le ou les titulaires.

Le titulaire devra exécuter l'ensemble des prestations qui lui seront commandées par chaque établissement du groupement de commandes. Il devra informer systématiquement le coordonnateur et l'ensemble des établissements en cas de difficulté de fourniture, même si celle-ci ne concerne qu'un établissement.

Délai d'exécution

Le délai d'exécution de chaque bon de commande part de la date de réception du bon de commande par le titulaire jusqu'à l'admission de la dernière livraison correspondante.

Le délai de livraison maximum est de 5 jours à partir de la date de réception de la commande chez le fournisseur. Le non-respect de ce délai entraîne l'application des pénalités de retard dont le montant est précisé au présent CCAP.

En cas de livraison urgente, les pharmacies ou les services des Etablissements membres prendront contact avec le fournisseur, le délai pourra être ramené à 24 heures après accord écrit entre les deux parties.

Les échanges écrits se feront par voie électronique.

Lorsque le titulaire ne peut honorer une commande de manière totale ou partielle, il doit impérativement en informer au préalable et sans délai, chaque pharmacie ou service membre. Il devra également en informer le coordonnateur.

Cette information préalable des pharmacies ou des services des Etablissements membres se réalise, via les coordonnées inscrites sur les bons de commandes :

- soit par téléphone, confirmée d'une communication écrite dans un second temps ;
- soit par fax ;
- soit par courriel.

Cette information devra être confirmée d'un courrier officiel du fournisseur (avec papier à en-tête) dans un second temps.

Le pharmacien ou l'acheteur responsable prendra alors une décision de livraison partielle, de différer la livraison ou d'annulation de la commande.

3 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes : Annexe 1 désignation des co-traitants ; Annexe 2 Remise catalogue, Annexe 3 Remise pour paiement rapide_escompte libre

- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes : annexe 1 liste des établissements membres au groupement de commandes, annexe 2 allotissement avec quantités, Annexe 3 Charte de la visite promotionnelle du CHU

- Le bordereau des prix unitaires (BPU)

- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

- La documentation technique et les fiches techniques et/ou notice d'utilisation et/ ou les bonnes pratiques de sociétés savantes et/ou Études cliniques de Haut niveau de preuves remises à l'appui de l'offre

- Le catalogue des prix du fournisseur (tarif public)

- La Fiche Prestations fournisseur et développement durable

- La grille tarifaire applicable aux livraisons en urgence
- La fiche Reporting fournisseur
- Le fichier Questions/Réponses de la présente consultation

4 - Confidentialité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une durée allant de la plus tardive des 2 dates : le 24/05/2026 ou la date de notification jusqu'au 28/03/2027.

5.2 - Délais d'exécution

L'exécution des prestations débute pour l'ensemble des lots à la plus tardive des deux dates : le 24/05/2026 ou à la date de notification.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces du marché public.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations décrites au CCAP et notamment :

- le conditionnement, l'emballage et la manutention,
- l'assurance,
- le stockage,
- la documentation prévue à l'article 10 du présent CCAP,
- le transport jusqu'au lieu de livraison,
- les frais afférents aux opérations de vérification et à la livraison franco destination sur le territoire français, droits d'autorisation d'exportation et assurance jusqu'au lieu de destination compris, à l'exception des frais de port applicables aux livraisons en urgence,
- les charges fiscales parafiscales,
- les frais de gestion,
- la fourniture de tous les accessoires indispensables,
- la formation des utilisateurs.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

6-2-1 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des prestations, sauf disposition réglementaire contraire.

6-2-2 Fournitures achetées hors offre de prix et bénéficiant d'une remise sur catalogue

L'ensemble des établissements au groupement se réservent la possibilité de commander des références non inscrites au bordereau de prix unitaires et correspondant à l'objet de l'accord-cadre. Le montant total des achats effectués sur catalogue ne pourra en aucun cas dépasser 10% du montant total estimé du marché public tel qu'indiqué sur l'avis de marché. Le pourcentage de remise minimum applicable au tarif public est indiqué sur l'annexe 2 à l'acte d'engagement (l'absence de % équivaut à 0). Le titulaire fournira chaque semestre le reporting des achats effectués sur catalogue.

6-2-3 Variation du taux de remise et offres promotionnelles

Au cours d'un marché public, les prix des produits figurant au marché public pourront temporairement évoluer à la baisse (ou donner lieu à des gratuités) dans le cadre d'offres de prix promotionnelles, à l'initiative du titulaire.

Le titulaire adresse le tarif promotionnel au pouvoir adjudicateur de l'Etablissement coordonnateur, par tout moyen lui permettant de lui donner une date certaine, et toutes les précisions utiles : notamment la durée de validité de la promotion et la désignation précise des produits concernés (référence produit, libellé produit). Ce tarif promotionnel consiste en une modification, au sens des articles L2194-1 et R2194-1 du code de la commande publique.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché public inscrits sur le BPU sont à nouveau en vigueur. La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion. La facture intégrant des prix promotionnels fait explicitement référence au tarif promotionnel (remise importante, gratuité).

6.2.4 Escompte

Définition de l'escompte commercial :

Il s'agit d'une réduction, au titre d'un avoir, consentie par le titulaire du marché public au pouvoir adjudicateur de l'Etablissement membre qui s'acquitte du paiement des factures dans un délai inférieur ou égal à 40 jours.

Elle est calculée sur le chiffre d'affaires réalisé au titre du marché public sur la base du taux d'escompte octroyé par le titulaire à l'annexe à l'AE "Remise pour paiement rapide_escompte libre".

Modalités de calcul de l'escompte commercial : Etat trimestriel du chiffre d'affaires

L'appréciation du chiffre d'affaires se fait sur la base de chaque trimestre civil à compter du 1er janvier de l'année en cours (dit N).

Ainsi à l'échéance de chaque trimestre civil d'exécution du marché public, le pouvoir adjudicateur de chaque Etablissement membre arrête le chiffre d'affaires correspondant, et adresse, selon les modalités ci-dessous mentionnées, par lettre recommandée avec avis de réception un relevé de facturation indiquant le montant global de la facturation établie pour les 3 mois d'exécution considérée avec indication du numéro du mandat, des dates de réception des factures et date de paiement du mandat.

Les modalités d'application sont les suivantes :

-Escompte 1er trimestre civil année N : Un Etat trimestriel des factures éligibles à l'escompte est communiqué par le pouvoir adjudicateur de l'Etablissement membre au titulaire du marché public au plus tard le 1er juin de l'année N. L'avoir est établi et transmis par le titulaire du marché public au pouvoir adjudicateur de l'Etablissement membre au plus tard fin juillet de l'année N.

-Escompte 2ème trimestre civil année N : Un Etat trimestriel des factures éligibles à l'escompte est communiqué par le pouvoir adjudicateur de l'Etablissement membre au titulaire du marché public au plus tard le 1er septembre de l'année N. L'avoir est établi et transmis par le titulaire du marché public au pouvoir adjudicateur de l'Etablissement membre au plus tard fin octobre de l'année N.

-Escompte 3ème trimestre civil année N : Un Etat trimestriel des factures éligibles à l'escompte est communiqué par le pouvoir adjudicateur de l'Etablissement membre au titulaire du marché public au plus tard le 1er décembre de l'année N. L'avoir est établi et transmis par le titulaire du marché public au pouvoir adjudicateur de l'Etablissement membre au plus tard fin janvier de l'année N+1.

-Escompte 4ème trimestre civil année N : Un Etat trimestriel des factures éligibles à l'escompte est communiqué par le pouvoir adjudicateur de l'Etablissement membre au titulaire du marché public au plus tard le 1er mars de l'année N+1. L'avoir est établi et transmis par le titulaire du marché public au pouvoir adjudicateur de l'Etablissement membre au plus tard fin avril de l'année N+1. Lorsque le titulaire estime

que l'état trimestriel des factures appelle des observations de sa part, il doit les notifier au pouvoir adjudicateur de l'Etablissement membre, dans un délai d'un mois, à compter de la réception de cet état sous peine de forclusion.

Ces modalités de calcul s'appliquent pour chacune des périodes d'exécution du marché public.

Appréciation de l'escompte

L'état trimestriel transmis par le pouvoir adjudicateur de l'Etablissement membre précise le montant HT du chiffre d'affaire.

L'escompte est déduit du montant HT de ce chiffre d'affaire selon la formule suivante :

Escompte = montant HT du chiffre d'affaire * taux d'escompte

Le titulaire établit au bénéfice du pouvoir adjudicateur de l'Etablissement membre un avoir correspondant au montant de l'escompte.

L'escompte fait l'objet d'un titre de recette par les établissements membres, établi de manière trimestrielle. Il ne peut faire l'objet d'une remise sur facture.

6-2-5 DISPOSITIFS INSCRITS A LA L.P.P.R. (liste des produits et prestations remboursables).

Les prix des dispositifs inscrits à la L.P.P.R. et/ou susceptibles d'être inscrits à la L.P.P.R. et /ou modifiés en cours d'exécution du marché public ne pourront en aucun cas être supérieurs au prix L.P.P.R. en vigueur à la date d'émission de la commande.

L'offre de l'opérateur économique sera donc révisée à la baisse en cas de diminution du tarif L.P.P.R.. En cas d'augmentation du tarif L.P.P.R., l'offre de l'opérateur économique dès lors qu'elle est inférieure au L.P.P.R. en vigueur, restera le prix de référence.

Le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur de chaque établissement, de l'inscription de nouveaux dispositifs sur la liste L.P.P.R. ou de toute modification effectuée sur la liste L.P.P.R., dans un délai d'un mois à compter de la publication au Journal Officiel.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B de l'article 11.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 10,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de

refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Adresse de livraison :

Celle inscrite sur le bon de commande

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Stockage, emballage et transport :

Par dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG/FCS, les emballages restent la propriété de la personne publique. Les fournitures sont livrées franco de port et d'emballage (sauf livraisons urgentes prévues à l'article 2.4 du CCAP).

Le titulaire est responsable du mode de transport de ses produits dans les conditions prévues à l'article 20.3 du CCAG-FCS.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Le titulaire est tenu de réaliser des livraisons avec des véhicules pouvant manœuvrer dans les établissements. Il demeure responsable de tout dommage commis par ses agents représentants et pouvant affecter les personnes (agents des établissements, usagers, visiteurs) et les biens à l'occasion de la livraison des produits.

Le bordereau de livraison doit figurer obligatoirement dans ou sur le colis.

CONDITIONS SPÉCIFIQUES DE LIVRAISON DU CHU DE BORDEAUX

Pour les fournitures justifiant l'utilisation de palettes, le mode de conditionnement doit être le suivant :

- fournitures livrées filmées sur palettes type standard européen 1200 x 800 hauteur maximum 1,60m.
- le bon de livraison du titulaire visible sur la palette

A noter :

La gestion des palettes consignées se fait selon le mode suivant : une palette livrée pour une palette en retour.

Le personnel prend livraison de la marchandise à la sortie du camion pour effectuer les opérations de vérification décrites à l'article 12 du présent CCAP.

MINIMUM DE COMMANDE : Aucun minimum de commande ne sera accepté.

Le non-respect des dispositions ci-dessus sera un motif de résiliation du marché public, éventuellement aux frais et risques du titulaire défaillant.

Documents à fournir

Documentation technique : Le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct du matériel livré et à son entretien courant. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

Traçabilité

De même, afin d'optimiser l'assurance qualité et la traçabilité jusqu'au malade, et concernant les dispositifs médicaux implantables, le titulaire s'engage à fournir à chaque livraison, un jeu d'étiquettes sur lequel figurera en clair au minimum le nom du produit, le numéro de lot ou de série et la référence du produit.

Conditionnement : Toute prévision de changement de conditionnement doit faire l'objet d'un courrier d'information du titulaire à destination du CHU de Bordeaux (Établissement coordonnateur). Aucune modification ne peut être mise en place sans l'accord écrit du représentant de la Directrice de la DPALS du CHU DE BORDEAUX (Établissement coordonnateur).

Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations.

Le titulaire de l'accord-cadre fournira une notice d'utilisation pour les produits retenus dans le marché public. Le titulaire assurera à sa charge la formation initiale et continue du personnel chargé d'entretenir et d'utiliser les dispositifs médicaux.

Une feuille d'émargement signée par un représentant du service atteste de la bonne tenue des formations prévues. Elle sera remise au service biomédical de chaque établissement pour enregistrement.

11 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le titulaire s'engage à optimiser les livraisons des fournitures hors stock en les mutualisant autant que possible.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications des dispositifs médicaux seront effectuées dans les conditions suivantes :

Concernant la nature des opérations :

Les prestations faisant l'objet du marché public sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché public.

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée et la quantité indiquée sur le bon de commande.

Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de contrôler la conformité des fournitures livrées avec les spécifications du marché public.

Concernant les frais de vérification :

Quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge du pouvoir adjudicateur de chaque Établissement.

Par dérogation à l'article 27.2.2 du CCAG/FCS la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications est la date de livraison.

Concernant la présence du titulaire :

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG/FCS le pouvoir adjudicateur de chaque Établissement n'avise pas le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. L'absence du titulaire, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement des opérations de vérification.

Déroulement des opérations de vérification :

Le pouvoir adjudicateur de chaque Établissement effectue, au moment même de la livraison des fournitures, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples.

Il notifie au titulaire dans un délai de 15 jours sa décision.

Si aucune décision n'est notifiée, ces fournitures sont réputées admises à l'expiration du délai de 15 jours (le point de départ du délai est la date de la livraison).

Dans le cas d'un accord-cadre à bons de commande, la livraison de chaque dispositif fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

12.2 - Décision après vérification

Concernant les dispositifs médicaux, à l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur de chaque Établissement prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS :

Vérifications quantitatives :

A l'issue des opérations de vérification quantitative, si la quantité fournie n'est pas conforme aux stipulations du marché public, le pouvoir adjudicateur de chaque Établissement peut décider de l'accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- soit de reprendre l'excédent fourni ;
- soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

Vérifications qualitatives

A l'issue des opérations de vérification qualitative, le pouvoir adjudicateur de chaque Établissement prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Contenu des décisions

- Admission :

Le pouvoir adjudicateur de chaque Établissement prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché public. L'admission prend effet dans un délai de 15 jours à dater de la livraison.

- Ajournement :

Le pouvoir adjudicateur de chaque Établissement, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur de chaque Établissement les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur de chaque Établissement a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans un délai de quinze jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionnés.

Le silence du pouvoir adjudicateur de chaque Établissement au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, le pouvoir adjudicateur de chaque Établissement dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

Dans le cas où les opérations de vérification ont été effectuées dans les locaux du pouvoir adjudicateur de chaque Établissement, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement, pour enlever les biens ayant fait l'objet de la décision d'ajournement.

Passé ce délai, les biens vérifiés peuvent être évacués ou détruits par le pouvoir adjudicateur de chaque Établissement, aux frais du titulaire.

Les prestations ajournées, dont la garde dans les locaux du pouvoir adjudicateur de chaque Établissement présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

- Réfaction

Lorsque le pouvoir adjudicateur de chaque Établissement estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans un délai de 15 jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision.

A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

- Rejet :

Lorsque le pouvoir adjudicateur de chaque Établissement estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché public.

Le titulaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par le pouvoir adjudicateur de chaque Établissement, aux frais du titulaire.

Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux du pouvoir adjudicateur de chaque Établissement présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

- Dématérialisation de la décision de réception

Les décisions d'admission, d'ajournement, de rejet, de réception avec réfaction, peuvent être notifiées par voie dématérialisée selon les dispositions suivantes : Transmission par télécopie.

Transfert de propriété

L'admission vaut transfert de propriété.

13 - Garantie des prestations

Les garanties particulières suivantes sont également prévues dans les conditions suivantes :

Les fournitures sont garanties contre tout vice de fabrication ou défaut de matière à compter du jour de l'admission pendant la durée de vie minimale du dispositif.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'engage en cas de défaillance du dispositif à procéder à un échange standard à ses frais. La durée de cette garantie devra être précisée dans la documentation technique du candidat remis lors de l'offre.

Toute fourniture qui présenterait une défectuosité dans un lot devra faire l'objet d'un remplacement immédiat et gratuit.

Matéριοvigilance - Conclusions d'expertise

Le fournisseur s'engage à transmettre à l'établissement des conclusions d'expertise à la suite de tout incident de matériοvigilance dont il a été informé par l'établissement.

Les dispositifs pour lesquels une défectuosité a été constatée feront l'objet d'un échange ou d'un avoir sur commande.

Destruction des dispositifs médicaux défectueux

En cas de demande de rappel d'un dispositif, suite au signalement effectué par le titulaire ou par les utilisateurs de l'établissement auprès de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des produits de santé, le titulaire a l'obligation de procéder à l'enlèvement des dispositifs concernés dans un délai maximal de 30 jours, à compter de la demande de reprise.

Passé ce délai, l'établissement pourra procéder à la destruction des dispositifs défectueux aux frais du titulaire.

A titre d'exemple, pour le CHU de Bordeaux les frais de destruction appliqués seront les suivants :

Carton : 80€ par carton

Palettes : 135€ par palettes de moins de 200kg

Palettes d'un poids supérieur ou égal à 200kg et jusqu'à 1 tonne : 275€ par palettes.

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

15 - Pénalités

15.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,00/100 de la valeur HT des prestations en retard assortie d'un montant minimum de 40,00 €.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire est exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 100,00 € pour l'ensemble de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

15.2 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalité de non-respect de la clause sur les visiteurs médicaux	Forfaitaire	50,00 €	Pénalité dans le cadre de la gestion des visites promotionnelles fixée à l'article 19 - Charte de la visite promotionnelle du CHU du CCAP : Le titulaire encourt l'application d'une pénalité de 50 euros à chaque présentation d'un visiteur sans enregistrement préalable.
Pénalité en cas d'absence de transmission de reporting	Forfaitaire	100,00 €	En cas d'absence de remise du fichier de reporting aux échéances prévues à l'article 19.4 du CCAP, le titulaire dispose d'un délai supplémentaire d'une semaine à compter de la date d'exigibilité initiale pour se conformer à son obligation de transmission. À défaut de transmission du fichier de reporting à l'issue de ce délai, et lorsque ce manquement est imputable au titulaire, celui-ci s'expose à l'application d'une pénalité forfaitaire d'un montant de 100 euros par manquement constaté.

Il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités spécifiques.

Le montant total des pénalités spécifiques n'est pas plafonné.

Les pénalités spécifiques sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Par dérogation aux articles 38 et 42, en cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur de l'Etablissement coordonnateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Exécution par défaut :

Avec Résiliation

Si un marché public est résilié aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur de l'établissement coordonnateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire. S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de l'établissement de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents de ce marché, il peut y substituer des prestations équivalentes. Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur de l'établissement. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Sans Résiliation

En cas de dépassement de plus de 5 jours du délai maximum de livraison d'une prestation prévue par le marché public et en cas de rupture d'approvisionnement temporaire, le pouvoir adjudicateur de l'établissement fera procéder par un tiers à l'exécution de ces prestations, aux frais et risques du titulaire. S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de l'établissement de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents de ce marché, il peut y substituer des prestations équivalentes. Le titulaire du marché n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur de l'établissement. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Par dérogation à l'article 45.1 du CCAG FCS, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire sans mise en demeure préalable de ce dernier.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur de l'Etablissement coordonnateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur de l'Etablissement coordonnateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

19 - Clauses complémentaires

Charte de la visite promotionnelle du CHU

Depuis quelques années maintenant, le CHU de Bordeaux a défini une politique de lutte contre les atteintes à la probité et s'est doté d'outils de nature à préserver ses professionnels du risque d'atteinte à la probité et à prévenir les risques de conflits d'intérêts, dont une Charte des bonnes pratiques relative à l'information et à la promotion des produits de santé au CHU de Bordeaux fait partie.

Elaborée :

- Conformément à la législation en vigueur,
- Aux recommandations de bonnes pratiques en la matière
- Et en référence à la Charte du LEEM et à la charte de qualité des pratiques professionnelles en question

Cette Charte est la déclinaison de la politique du CHU concernant la gestion des visites promotionnelles dont elle définit les modalités, conformément aux dispositions de l'article L.6143-7 du code de la santé publique.

Outre l'encadrement desdites visites, cette Charte prévoit dorénavant que seuls les visiteurs médicaux munis d'un badge personnalisé, édité pour un an (obtenu après enregistrement individuel sur une plateforme dédiée conçue par le CHU) pourront accéder aux locaux du CHU.

Les titulaires du présent marché devront donc se conformer à cette charte et procéder à la déclaration de leurs visiteurs médicaux via le mail suivant : cartespro.labo@chu-bordeaux.fr afin que ces derniers s'enregistrent à titre personnel.

Le non-respect de ces dispositions entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 15.2 du présent CCAP.

Spécificité des lots multi attributaires

Les accords-cadres sont mono attributaires à l'exception des lots 1, 2, 9, 10 et 11 qui sont multi attributaires.

Bi attribution

Les lots 1 et 2 sont multi attributaires avec un nombre maximum de 2 opérateurs économiques sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres.

Pour chacun des opérateurs économiques les quantités minima contractuelles sont définies ci-dessous :

Lot 1 :

Titulaire n° 1 : 50 % des quantités minima.

Titulaire n° 2 : 50 % des quantités minima.

Lot 2 :

Titulaire n° 1 : 50 % des quantités minima.

Titulaire n° 2 : 50 % des quantités minima.

Tri attribution

Les lots 9, 10 et 11 sont multi attributaires avec un nombre maximum de 3 opérateurs économiques sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres.

Pour chacun des opérateurs économiques les quantités minima contractuelles sont définies ci-dessous :

Lot 9 :

Titulaire n° 1 : 40 % des quantités minima.

Titulaire n° 2 : 30 % des quantités minima.

Titulaire n° 3 : 30 % des quantités minima.

Lot 10 :

Titulaire n° 1 : 40 % des quantités minima.
Titulaire n° 2 : 30 % des quantités minima.
Titulaire n° 3 : 30 % des quantités minima.

Lot 11 :

Titulaire n° 1 : 40 % des quantités minima.
Titulaire n° 2 : 30 % des quantités minima.
Titulaire n° 3 : 30 % des quantités minima.

Clause de réexamen :

Conformément aux dispositions des articles L2194-1 et R2194-1 du code de la commande publique, la cession complète du marché public est possible sous réserve de l'accord express du pouvoir adjudicateur.

Le cessionnaire pressenti devra :

- avoir la capacité et les pouvoirs requis pour devenir partie au présent marché et exécuter les obligations à la charge du Titulaire ;
- présenter des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci.

La cession est subordonnée à l'autorisation expresse du pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises et exposées ci-dessus.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire communiquera les pièces suivantes :

- Les garanties techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci ;
- les justificatifs prouvant que le cessionnaire a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- un numéro d'identification SIREN ;
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

Le pouvoir adjudicateur se prononcera sur l'agrément du cessionnaire après réception de la demande d'agrément, étant précisé que le pouvoir adjudicateur ne pourra refuser une demande d'agrément si le cessionnaire pressenti présente les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

Dans le cas où la commercialisation des fournitures objet du marché serait transférée à un autre opérateur, le marché pourra être cédé et un avenant de transfert sera réalisé par le pouvoir adjudicateur sous réserve que le repreneur soit en règle au regard de ses obligations fiscales et sociales et que celui-ci requiert les capacités professionnelles et techniques suffisantes pour l'exécution des prestations. Les conditions initiales de mise en concurrence ne doivent pas être remises en cause du fait de ce transfert.

Dans tous les cas, le Titulaire respectera ses engagements contractuels.

19-1 Clauses d'évolution

19-1 -1 Clauses générales

En cours d'exécution du marché public, toute substitution de référence d'un produit par un autre, d'objet identique ou de même fonctionnalité, à prix constant, donnera lieu à un courrier d'information à destination CHU de Bordeaux (Établissement coordonnateur) de la part du titulaire. La modification n'entrera en vigueur que sous réserve d'un accord de confirmation écrit du CHU de Bordeaux (Établissement coordonnateur).

19-1-2 Clauses particulières

19-1-2-1 Extension de gamme

En cours d'exécution du marché public, le titulaire peut être amené à compléter sa gamme en proposant la commercialisation d'une référence qui correspond mieux à l'indication médicale.

Dans ce cas, l'opérateur économique est tenu de produire au CHU de Bordeaux (Établissement coordonnateur) un courrier stipulant :

- que cette nouvelle référence s'ajoute à l'ancienne,
- et que le prix fixé au marché est maintenu ou diminué.

Dans le cas où le prix serait supérieur à celui initialement défini, la demande d'extension de gamme sera rejetée.

19-1-2-2 Innovations technologiques

En cours d'exécution du marché public, le titulaire peut être amené à arrêter la commercialisation d'une référence de dispositif médical pour lequel il a été retenu et à le remplacer par un dispositif plus innovant possédant une nouvelle référence.

Dans ce cas, l'opérateur économique est tenu de produire au CHU de Bordeaux (Établissement coordonnateur) un courrier stipulant :

- que cette nouvelle référence se substitue ou s'ajoute à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologiques
- et que le prix fixé au marché est maintenu ou diminué.

19-1-2-3 Recherches, Essais, Investigations cliniques

Au cours de l'exécution du marché public, le titulaire peut être amené à proposer dans le cadre de recherches, essais ou investigations cliniques de nouvelles références à titre expérimental.

A cet effet, il sera tenu au préalable d'adresser une documentation technique dans un premier temps et une proposition de prix au CHU de Bordeaux (Établissement coordonnateur) dans un second temps. Le montant de cette proposition ne pourra être supérieur à celui concernant le dispositif pour lequel il a été retenu.

19-1-3 Informations pharmacie

En cours d'exécution du marché public, toutes les informations transmises par le fournisseur et liées à l'évolution du marché doivent également être transmises sans délai et en complément des courriers au service de Pharmacie du pouvoir adjudicateur de l'Établissement support à :

benedicte.merillou@chu-bordeaux.fr

Preparateur.dms@chu-bordeaux.fr

19-2 Stipulations relatives à l'application des conditions générales de ventes

Les modalités propres au titulaire, qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement et/ ou BPU, notamment les conditions générales de vente, et contradictoires avec les documents contractuels (Cf. articles pièces contractuelles du présent document) ne s'appliqueront pas au présent accord-cadre.

19.3 Suivi de l'exécution des marchés publics

Le coordonnateur est fondé à demander au titulaire, à tout moment, la communication de toute information utile, notamment statistique, relative à la mise en œuvre et au suivi de l'exécution des marchés publics, ce pour l'ensemble des établissements du groupement ou par établissement. Le titulaire ne peut se soustraire à cette obligation.

19.4 Récupération des données

Le titulaire s'engage à transmettre au coordonnateur deux reporting par an, afin d'effectuer un suivi de l'activité du Titulaire en termes de volumétrie et en terme financier. Les dates de reporting demandées sont le 31 juillet pour les données du 1er janvier au 30 Juin (Semestre1) et le 31 janvier pour les données du 1er Juillet au 31 décembre (semestre2).

Ces exigences s'imposent pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, quelle que soit de la date de début et de la date de fin de l'accord-cadre, dès lors que sa période d'exécution couvre en partie un semestre.

A l'issue du marché, le titulaire s'engage à remettre un reporting pour les données du 1er janvier 2027 au 28 mars 2027.

Ce reporting sera réalisé à l'aide du fichier type « Reporting fournisseur » disponible dans le DCE.

Le reporting doit permettre de renseigner les données obligatoires suivantes :

- N° SIRET du titulaire, le nom du titulaire
- Numéro de marché
- Le numéro de Lot
- N° SIRET de l'établissement bénéficiaire du marché, le Nom de l'établissement
- Date de début et date de fin de période de reporting (exemple 01/01/2026 - 30/06/2026 : pour des données agrégées au semestre) pour caractériser la période concernée par la ligne de donnée.

- Quantité de produits et/ou services facturée
- Montant facturé en euros HT et TTC

Mode opératoire :

Le fichier devra être nommé selon la règle suivante : Nom du fournisseur_S12026 (pour 1er semestre 2026).

Le format fichier sera CSV ou Excel et envoyé par mail à l'adresse : bilan.statistiques.pds@chu-bordeaux.fr

20 - Dérogations

- L'article 3 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 20.2.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.
- L'article 12.1 du CCAP déroge aux articles 27.2.2 et 27.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.2 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.1 du CCAP déroge aux articles 38 et 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 45.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services